

Les ouvriers de PSA Aulnay arrachent une réunion avec le patronat

Au lendemain d'un meeting contre la désindustrialisation avec Bernard Thibault devant leur usine, les ouvriers de PSA Aulnay-sous-Bois continuent la lutte en demandant des comptes au gouvernement et à leur direction pour qu'ils s'engagent sur le maintien des 3300 emplois.

« Certains avaient l'impression que nos actions ne payaient pas jusqu'à maintenant, mais en arrachant cette réunion, on a montré qu'on avait enclenché la machine ». Entouré d'environ quatre cents salariés de PSA, devant le ministère de l'Industrie ce vendredi matin, le délégué CGT Jean-Pierre Mercier apprécie l'impact de la pression mise sur le gouvernement, contraint de recevoir pour la première fois, au bout de neuf mois de lutte, une délégation de salariés de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et de mettre la direction de Peugeot Citroën face à ses responsabilités.

Une note interne de la direction de PSA, révélée par la CGT en juin dernier, avait mis en lumière des projets de fermeture pour l'usine d'Aulnay d'ici 2014, ainsi que pour les sites de Madrid et de Sevelnord. Depuis, grâce à la mobilisation des salariés, aidée par la période préélectorale, des garanties sur le maintien de l'activité ont été apportées au site de Sevelnord (Nord), mais en ce qui concerne l'avenir d'Aulnay, la direction semblait surtout vouloir jouer la montre pour faire passer un plan de licenciements après les élections présidentielles.

Au sortir de cette réunion avec le ministère de l'Industrie, le délégué CGT confiait avoir obtenu l'organisation d'une réunion tripartite syndicats - gouvernement - patronat, en présence d'élus locaux d'ici le 6 avril. Une « petite victoire », d'après Jean-Pierre Mercier. « Il faudra que la direction s'engage à ce moment-là par écrit sur le maintien des emplois et la construction d'un nouveau véhicule », déclare le délégué CGT, la direction n'ayant jusqu'ici pas prévu de confier de nouveau modèle à l'usine d'Aulnay après la Citroën C3. Au lendemain d'un meeting avec le secrétaire générale de la CGT Bernard Thibault devant les grilles de l'usine, devenue l'un des symboles de la désindustrialisation, le combat des salariés du constructeur automobile gagne en force de jour en jour.

Même le syndicat indépendant automobile (SIA), habituellement peu revendicatif, était présent ce matin aux côtés de la CGT et de la CFDT pour faire entendre leurs exigences au ministre de l'Industrie. « Ce sont nos emplois qui sont en jeu », insiste Tanja Sussest, déléguée SIA. Une urgence que l'ensemble des syndicats ne semble pas encore percevoir, FO et la CFTC ayant choisi de ne pas appeler à la mobilisation. « PSA commence déjà à vider l'usine : une ligne de montage a été arrêtée, les bureaux se vident un à un, les cadres et techniciens méthode commencent à partir, des mutations sont proposées pour Poissy ou Sochaux...et malgré ça, certains salariés refusent de voir que l'usine va fermer ! », s'indigne Mabrouk Rachid, opérateur à Aulnay et syndiqué CGT, qui déplore la crédulité d'une bonne partie de ses collègues quant aux visées de la direction.

En soutien aux salariés d'Aulnay, mais aussi inquiets pour leur propre avenir, des ouvriers des sites de Poissy, de Saint-Ouen et même de Charleville-Mézières (Ardennes) ont envoyé des délégations. « On ne peut pas faire autrement qu'être solidaires par rapport à la casse des emplois. Nous-mêmes, on n'est pas à l'abri : on perd de l'effectif au fil des années, avec des plans de départs volontaires. Là, ils ont commencé par faire partir les gens qui ont des incapacités et par réduire les effectifs d'intérimaires », décrit François Cazeaux, délégué CGT à l'usine de Charleville.

[Loan Nguyen](#) [1]

Source: [L'Humanité](#) [2]

Date de publication: 23/03/2012

Liens:

[1] <http://www.humanite.fr/user/2638>

[2] <http://cgt-psa-aulnay.fr/journaux/lhumanite>